

**Politique migratoire - Situation de
l'Aquarius - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec le quotidien "Ouest France"**
(Paris, 15 août 2018)

Q - Pourquoi la France ne s'est-elle pas portée volontaire pour accueillir ce bateau ?

R - Parce que le droit de la mer prévoit que le port le plus sûr et le plus proche soit retenu. Des organismes internationaux sont là pour en décider et nous sommes soucieux de respecter ce droit. Mais ce droit suppose aussi des engagements mutuels, c'est-à-dire que les ports de première approche doivent être soutenus par une coopération européenne.

Q - L'Italie a pourtant refusé d'ouvrir ses ports siciliens, les plus proches pour l'Aquarius...

R - Oui. Mais Malte s'est proposée grâce à la solidarité européenne. Je salue cette décision. Cela a nécessité des discussions entre différents gouvernements. Le président de la République, Emmanuel Macron, Gérard Collomb (le ministre de l'intérieur) et moi-même avons été en contact avec nos homologues européens pour aboutir à une solution de coordination qui soit cohérente. Je me réjouis surtout du fait qu'il y a eu une réponse européenne.

La France va accueillir soixante personnes, mais nous ne sommes pas seuls : l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne et le Luxembourg se sont unis dans cet effort de solidarité. Cette solution de coopération permet de répondre à ce défi humanitaire et de sauver l'honneur de l'Europe.

Q - Cette coopération ne peine-t-elle pas à marquer les clivages entre Etats européens ?

R - C'est une bonne leçon, qui montre que la question migratoire ne peut pas être gérée par les Etats européens les uns contre les autres. Nous avons montré notre capacité à travailler ensemble, entre pays de bonnes volontés, qui cherchent des solutions plutôt que des slogans.

Q - Mais ce n'est qu'une réponse au coup par coup. Il aura fallu des heures de tractations avant de trouver un terrain d'entente pour accueillir seulement 141 migrants...

R - Oui, mais la preuve a été faite que c'est possible. Nous avons trouvé une solution de responsabilité qui permet d'avoir une réponse concrète. Les Européens ont montré leur

capacité à travailler ensemble. Il faut poursuivre, au-delà de cette crise, pour mettre en oeuvre les orientations prises par le Conseil européen, fin juin.

Cela repose sur trois piliers fondamentaux : le renforcement de la coopération avec les pays d'origine et de transit ; la protection des frontières européennes ; la solidarité et la coopération pour l'accueil des réfugiés. C'est ce que nous venons de mettre en oeuvre de manière positive et cela suppose de continuer dans ce sens pour avoir des solutions pérennes, y compris lorsqu'il y a des drames humanitaires.

Q - Faudra-t-il renégocier à chaque arrivée de migrants à bord d'un bateau d'ONG ?

R - Non. La solution, c'est de mettre en oeuvre les principes approuvés lors du Conseil pour éviter ces flux. L'objectif principal est bien d'éviter les traversées mortelles de la Méditerranée, qui sont toujours un drame, sur le plan humanitaire.

Q - Le nombre de traversées a largement diminué, mais on continue de mourir en Méditerranée...

R - Le trafic en Méditerranée a considérablement baissé. Cela montre qu'il faut agir en même temps sur les différents fronts, avec les pays de départ et avec les pays de transit. Au Niger et au Tchad, nous avons créé des unités de l'Ofpra (office français de protection des réfugiés et apatrides) en coopération avec le Haut-commissariat aux réfugiés (UNHCR) et l'Organisation internationale des migrations (OIM). Cela a été un élément très important pour limiter les départs.

Ce travail se poursuit maintenant en Libye. Cela permet d'identifier en amont les migrants susceptibles de bénéficier du droit d'asile et ceux qui sont des migrants économiques. Ces derniers, s'ils doivent bien sûr être traités humainement, doivent être ramenés dans leurs pays d'origine, en relation avec les autorités concernées.

Q - Au risque de pousser les migrants vers des routes plus dangereuses ? Des migrants meurent au Sahara...

R - Cela veut bien dire qu'il est essentiel de les dissuader de partir, et c'est ce que l'on fait dans ces centres. Cela veut dire aussi qu'il faut lutter contre les passeurs. Dans cette histoire, ce sont eux les criminels.

Q - N'est-il pas aberrant de considérer que la Libye dispose de lieux d'accueil sûrs pour les migrants ? De nombreuses exactions ont été dénoncées dans ses centres ces derniers mois.

R - Ce n'est plus le cas aujourd'hui, à ma connaissance. Cela a surtout concerné des migrants qui venaient du désert du Sahara et qui étaient parqués dans des centres qui se rapprochaient de l'esclavage. Une mission commune de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations unies a été organisée pour y remédier. On a aidé ces migrants, dont beaucoup voulaient rentrer chez eux, à le faire.

Q - Les centres vers lesquels sont ramenés les migrants récupérés en mer par les garde-côtes libyens sont mieux contrôlés, selon vous ?

R - Logiquement, les garde-côtes libyens qui dépendent de l'autorité de l'Etat ramènent les migrants dans des centres contrôlés par l'Etat et par le Haut-commissariat aux réfugiés. J'ai visité moi-même des centres en Libye : ces centres étaient "tenus", même si l'on ne peut pas considérer ces centres comme des lieux d'accueil suffisants, mais des efforts continuent d'être faits par les autorités./.